

L'investissement

L'investissement est un thème majeur en économie. En tant que déterminant fondamental de la croissance à long terme, ce thème est toujours d'actualité et source de problématiques riches et variées: développement, épargne, capital humain, croissance endogène...

L'investissement est une dépense engagée en vue d'obtenir des flux de revenus futurs. Cette dépense se distingue donc de la consommation. En ce sens, l'investissement s'inscrit dans un cycle de long terme. Ici encore, l'angle de vue peut-être microéconomique ou macroéconomique.

I. L'investissement: du microéconomique au macroéconomique.

- Même si les ménages aussi sont concernés (achat immobilier, achat d'actions...), l'investissement (I) est au cœur de la logique d'entreprise. Celle-ci doit engager des dépenses nécessaires à sa création, à son activité et à sa croissance.
- On peut distinguer l'I de **capacité** en vue de déterminer et/ou d'accroître les capacités de production (construction d'usines, achat de machines...), l'I de **remplacement** (il faut bien renouveler le capital technique usé, obsolète...) et l'I de **productivité** (pour améliorer la productivité).
- On peut aussi distinguer l'I **matériel** de l'I **immatériel**. Ce dernier concerne les dépenses autres que celles en capital fixe mais toujours dans l'objectif de générer des bénéfices futurs (dépenses de publicité, R&D, formation du personnel...)
- Autrement dit, si on ne consomme pas « pour rien », on investit encore moins « pour rien ».
- La **rentabilité** d'un investissement se calcule par un taux de rentabilité économique (Re). Exemple: grâce à une machine acheté 1000, une entreprise fabrique et vend un produit qui génère un bénéfice de 80, d'où $80/1000 = 8\%$ de Re. A ne pas confondre avec la rentabilité financière qui dépend du mode de financement de l'I (voir fiche effet de levier).
- Au niveau macroéconomique, on calcule la **formation brute de capital fixe** (FBCF) dans laquelle l'investissement des ménages est inclus (programme de première).

II. Les déterminants de l'investissement.

- Selon une analyse classique, l'investissement est une **fonction décroissante du taux d'intérêt**. Autrement dit la baisse des taux d'intérêt favoriserait la décision d'investir. Comme l'épargne (S) est une fonction croissante du taux d'intérêt, les deux courbes s'ajustent avec des taux d'intérêt parfaitement flexibles. Quand le taux est trop bas, la demande de fonds prêtés (DFP) est plus forte que l'offre de fonds prêtés (OFP), quand il est trop haut c'est l'inverse. L'ajustement se fait entre DFP et OFP (loi de l'offre et de la demande), si bien qu'on a toujours $S=I$. C'est la **loi des débouchés de Say**.
- Selon **l'approche keynésienne**, I est bien (f) décroissante du taux d'intérêt mais S ne dépend pas du taux d'intérêt mais du revenu. Autrement dit, ici l'investissement dépendra de la demande et surtout des **anticipations** que peuvent faire les entreprises sur celle-ci. Il y a là le traditionnel déséquilibre keynésien. Dans cette optique, rien ne sert à favoriser l'investissement s'il n'y a pas de perspectives de demande! On est à l'opposé de la loi de Say qui dit que l'offre crée sa propre demande.
- Mais la « relance keynésienne » par des dépenses publiques (mais pas que!) pourra agir pour

stimuler la demande globale. Voir effet **multiplicateur d'investissement**.

- Dernier point, la célèbre phrase de Schmidt, « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain », montre une logique d'entreprise exigeant un partage préalable de la valeur ajoutée au profit (c'est le cas de le dire) des entreprises. Sauf que rien n'oblige les entreprises à utiliser leurs bénéfices pour investir, si ce n'est par d'éventuelles incitations fiscales et, encore, des perspectives de demande.